

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ASSOCIATION GÉNÉRALE
ÉTUDIANTE DE MIDI-PYRÉNÉES



FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
REPRÉSENTATIVES DES ÉTUDIANTS ET
ÉTUDIANTES EN SCIENCES SOCIALES

Débat municipal à Albi : La vie associative, la jeunesse et la démocratie menacées par l'extrême droite

Albi, le 4 mars 2026

Depuis l'annonce des candidatures pour les élections municipales à Albi et Toulouse, l'AGEMP, Association Générale Étudiante de Midi-Pyrénées, s'est attelée à **porter la parole des jeunes**, leurs demandes et leurs espérances par le biais de **plaidoyers** et de **rendez-vous** auprès des différentEs candidatEs. Au niveau national, la Fédération ARES, co-porteuse de cet événement, s'est attachée, à l'amorce de ces élections municipales, à **sensibiliser**, **informer** et **insuffler** toutes sortes de projets permettant à la jeunesse de s'impliquer dans la vie démocratique.

Les étudiantEs ont su identifier nos deux structures pour ce qu'elles sont : des fédérations qui donnent accès aux droits, qui luttent contre les discriminations et l'isolement, œuvrent pour l'égalité des chances et travaillent à bâtir une université inclusive et émancipatrice. Des associations faites **par les étudiantEs, pour les étudiantEs** qui grâce à leurs bénévoles font des distributions alimentaires et de protections périodiques gratuites, qui organisent des vacances solidaires, un forum de promotion de la santé ou encore un accompagnement des associations par l'éducation populaire et l'entraide.

À Albi, nos structures ont entrepris l'organisation d'un débat regroupant les différentEs candidatEs, à destination des jeunesses albigeoises mais ouvert à l'ensemble de la population. **Ce débat est crucial** pour sensibiliser la jeunesse aux thématiques de représentation mais aussi pour lui redonner confiance en la politique et créer des espaces d'échanges. Cet événement est également co-organisé par le **Pacte du Pouvoir de Vivre du Tarn**, un collectif d'acteurICEs des solidarités envers les plus démunis, les migrantEs et les personnes vulnérables, de la protection de l'environnement, du monde étudiant, du monde du travail, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité.

L'ensemble de la démarche de ce débat s'est inscrit dans le respect de l'**apartisanisme** et de la **neutralité** nécessaires à une juste représentation du public étudiant.

Les sujets abordés ont été choisis pour représenter les **préoccupations de la jeunesse** avec notamment le **logement**, l'**accès à la santé**, la **lutte contre la précarité**, la **mobilité** et l'intégration au sein des **instances démocratiques**.

Avec 70% d'abstention chez les 18-24 ans en 2020 (Ifop), les jeunesses constituent un réel enjeu de démocratie pour ces élections municipales. Elles offrent l'occasion pour nos structures d'affirmer que **ce type de débat dans le contexte actuel n'est pas un luxe, mais une nécessité** qui ne peut être obstruée de la sorte.

Alors oui, cet événement a un axe clair : **aucunE représentantE de la liste du Rassemblement national ne saurait y être conviéE**. Aucun espace de dialogue serein ne pourrait être initié et mené aux côtés de représentantEs politiques issus d'un parti prônant la haine et la discrimination. Et cela, conformément aux statuts de nos deux structures.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ASSOCIATION GÉNÉRALE
ÉTUDIANTE DE MIDI-PYRÉNÉES



FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
REPRÉSENTATIVES DES ÉTUDIANTS ET
ÉTUDIANTES EN SCIENCES SOCIALES

Cette décision dérange, alors qu'il y a quelques années, **l'apparition d'un cordon sanitaire face aux idéologies d'extrême droite** n'aurait été rien de plus normal.

Nous sommes intimement convaincuEs que pour donner envie à la jeunesse de s'impliquer dans le débat démocratique, il faut lui donner les moyens de s'en saisir. C'est pourquoi, nous faisons de l'éducation populaire notre raison d'être. Alors écarter l'extrême droite, ce n'est ni un choix politique, ni un choix stratégique. **C'est un choix de bon sens**, qui permet à la jeunesse de choisir de manière éclairée leurs représentantEs, dans un climat où la désinformation s'installe de plus en plus aisément. Attaquer un tel espace d'échange, dans lequel la jeunesse citoyenne peut s'exprimer, nourrir des réflexions autour des sujets importants les concernant, **n'est pas anodin**. Cette situation nourrit le débat public au détriment des questions de fond et des priorités du quotidien, **ce que nous déplorons**.

Aujourd'hui, un de nos membres a été pointé du doigt, jeté en pâture à la manipulation de l'information, pris comme preuve d'une soi-disant partialité. Les membres de notre association et les étudiantEs que nous représentons ont été traitéEs de "*racailles*", de "*fachos*", de "*guignols*", de "*sous-merdes*" et de "*faux culs*", dans un espace commentaire qui n'a été à aucun moment modéré comme il aurait dû l'être. Nous appelons au **respect** de ces jeunes qui prennent sur leur temps libre pour nourrir leurs pairs quand les politiques publiques considèrent encore trop souvent **la jeunesse comme une variable d'ajustement**.

Nous sommes de nouveau témoins de la haine et de la discorde que l'extrême droite aime alimenter ainsi que des mensonges qu'elle profère. **Il est donc pour nous nécessaire de revenir sur certains points :**

- Nous n'avons bénéficié d'**aucun traitement de faveur** par la Mairie dans la réservation du lieu du débat. Le choix de la date s'est fait en fonction des disponibilités de la salle et le devis pour celle-ci s'élevait à 1240€ sans compter le paiement du dispositif de sécurité ;
- **AucunE candidatE n'a été mis en avant** et un règlement strict était prévu ;
- En tant qu'association étudiante, **nous ne sommes pas tenuEs par la loi** d'inviter l'ensemble des candidatEs ; nous fixons donc librement le cadre de l'événement, dans le respect de nos statuts, de nos valeurs et de l'apartenance.

Parce que nous ne pouvons négliger la sécurité de nos bénévoles et la montée de la haine autour de ce débat, **nous nous voyons contraintEs de réorganiser l'événement initial en proposant un débat 100% numérique**. Il sera diffusé en direct, sur les réseaux sociaux, avec un strict respect des temps de parole, de la neutralité des questions posées et de la modération.

Nous ne laisserons pas l'intimidation museler le débat démocratique. Nous continuerons à créer des espaces où les jeunes albigeois et l'ensemble des habitantEs peuvent s'informer, questionner, confronter des idées et se faire un avis librement, en sécurité.

Face aux pressions, nous choisissons la transparence, la rigueur et la démocratie.

Le débat aura bien lieu.

